

Accord national

**CRÉATION DE LA COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE DE NÉGOCIATION
ET D'INTERPRÉTATION DANS LES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
ET SCIERIES AGRICOLES**

AVENANT N° 2 DU 4 JUILLET 2019

NOR : AGRS1997228M

Entre :

Fédération nationale du bois FNB ;

Union syndicale des rouisseurs et teilleurs de lin USRTL,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;

Fédération CFTC de l'Agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application de l'accord national du 18 septembre 2018 est ainsi modifié :

Il est substitué l'alinéa suivant à la fin de l'article 1^{er} :

« Il est également applicable aux salariés et employeurs ayant pour activité principale le rouissage teillage de lin, le peignage, l'affinage, le cardage ou une autre transformation agro-industrielle du lin sur le territoire national, que les entreprises relèvent du régime général de sécurité sociale ou du régime de la mutualité sociale agricole, à l'exception des coopératives de teillage de lin et des filatures de fibres textiles qui ne sont pas concernées par le présent accord. Le code APE de ces entreprises est le 1310Z. »

Article 2

Dénomination de la CPPNI

Les parties signataires conviennent que la « commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation des exploitations forestières et scieries agricoles » s'intitulera désormais « commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation des exploitations forestières, des scieries agricoles et du rouissage, teillage de lin ».

En conséquence, l'accord modifié du 18 septembre 2018 s'intitulera désormais :

« Accord national du 18 septembre 2018 relatif à la création de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation des exploitations forestières des scieries agricoles et du rouissage, teillage de lin. »

Article 3

Dépôt de l'accord

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

Article 4

Dispositions diverses

4.1. Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature. Les parties conviennent de se rencontrer à la demande de l'une des parties signataires en cas de difficulté d'application du présent avenant.

4.2. Dépôt et extension

Les parties signataires demandent à la partie patronale de mettre en œuvre les procédures de demande d'extension du présent avenant.

4.3. Durée de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Fait à Paris, le 4 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)